



# PRÉFET DE L'EURE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie

**Récépissé de déclaration de changement d'exploitant  
site soumis à autorisation  
n° UBDEO/ERA/24/83 en date du 14 AOUT 2024  
Société MANOIR FRANCE SAS sur la commune de Pîtres**

Le préfet de l'Eure

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et notamment l'article R 181-47,

l'arrêté préfectoral n°D1/B1/11/005 du 6 janvier 2011 autorisant la société MANOIR INDUSTRIES à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Pîtres,

l'arrêté préfectoral n°D1-B1-16-638 du 14 juin 2016 portant sur des prescriptions complémentaires pour l'enregistrement et la prolongation d'une installation de stockage de déchets inertes exploitée par la société MANOIR PITRES à Pîtres,

## CERTIFIE

Avoir reçu le 29 juillet 2024, la déclaration de changement d'exploitant du 17 juillet 2024 par la société MANOIR FRANCE dont le siège social est situé 130 Rue Clément Ader 27000 Évreux pour une installation exploitée sur la commune de Pîtres (27590) à l'adresse 12 rue des Ardennes.

## ARTICLE 1 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

### Ancien exploitant :

SOCIÉTÉ	SAS Manoir Pîtres
SIÈGE SOCIAL	38, rue des Mathurins 75008 Paris
ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	12, rue des Ardennes 27590 Pîtres
SIRET ÉTABLISSEMENT	754 015 899 00026
PRESIDENT	LAMBERT Ludovic

### Nouvel exploitant :

SOCIÉTÉ	Manoir France SAS
SIÈGE SOCIAL	130, rue Clément Ader 27000 Evreux
ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	12, rue des Ardennes 27590 Pîtres
SIRET ÉTABLISSEMENT	930 168 349 00023
PRESIDENT	MC GOWAN Robert

## ARTICLE 2 – ARRÊTÉS APPLICABLES

Sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous.

Dates	Textes
06/01/11	Arrêté préfectoral d'autorisation D1/B1/11/005
14/06/16	Arrêté préfectoral complémentaire n°D1-B1-16-638

Il est de la responsabilité de l'exploitant de se référer aux arrêtés ministériels en vigueur, relatifs aux prescriptions générales, applicables au titre des rubriques de son activité.

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES